



Extract of Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Preface-Bagdad-en-France-de-Gilbert-Achcar-a-la-troisieme-edition-francaise-de>

Préface « Bagdad-en-France » de Gilbert Achcar à la troisième édition française de son livre « Le choc des



Publication date: mardi 21 février 2017

nal - Le Monde -

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

tire de ; entre les lignes et les mots 2017-7 11 février

Avec l'aimable autorisation des Editions Syllepse

Après l'annus horribilis que connut la France en 2015 avec les attentats de janvier et de novembre, c'est sur l'amère impression d'un annus horribilis mondial que s'achève 2016. Jubilation de la droite xénophobe européenne à l'occasion du Brexit, 14 Juillet sanglant à Nice et nouvelle poussée d'islamophobie, élection du démagogue ultraréactionnaire Donald Trump à la présidence des États-Unis, martyre d'Alep en Syrie, triomphe de Vladimir Poutine : de quoi susciter un profond haut-le-cœur, avec le sentiment cauchemardesque de vivre une version new-look de l'entre-deux-guerres du siècle dernier.

C'est à l'orée du siècle présent, dans la foulée des attentats du 11/septembre 2001, qu'a été rédigée la première édition de ce livre. Le diagnostic-pronostic que traduisait le titre peut être résumé ainsi : la conjonction des effets sociaux ravageurs du néolibéralisme avec la cupidité impérialiste manifestée par les États-Unis à la suite de leur triomphe dans la Guerre froide a créé un terreau favorable pour une nouvelle libération des tendances barbares inhérentes à chaque espace culturel et refoulées par le processus civilisationnel au cours des premières décennies de l'après-1945. Une dialectique réactionnaire s'est enclenchée dans laquelle les barbaries opposées se renforcent mutuellement en s'affrontant, la barbarie des puissants attisant la barbarie asymétrique des faibles.

Au cours de la quinzaine d'années écoulées depuis lors, ce choc des barbaries n'a malheureusement pas cessé de s'aggraver. La rapacité impériale de l'administration de George W. Bush a donné libre cours à la barbarie de la soldatesque agissant sous son commandement. Elle a permis du même coup à la barbarie terroriste d'Al-Qaïda de s'implanter en Irak et d'y fonder le précurseur de l'abominable « État islamique », parvenu, en 2014, à prendre le contrôle d'une vaste étendue de territoire en Irak et en Syrie en réaction à la barbarie du régime syrien et des forces régionales manipulées par l'Iran.

Parallèlement, cette quinzaine d'années a vu l'émergence d'une Russie néotsariste dirigée par un Vladimir Poutine dont le cynisme machiste et brutal suscite l'admiration de toute la gamme des droites populistes et nationalistes, de Silvio Berlusconi à Marine Le Pen en passant par Donald Trump, François Fillon, Beppe Grillo, Nigel Farage, Viktor Orbán, Benjamin Netanyahu, Recep Tayyip Erdogan, Rodrigo Duterte, et bien d'autres du même acabit ou pires encore¹. Au comble de cette éruption réactionnaire planétaire, les États-Unis, jadis dernier recours contre le nazisme, ont élu à leur présidence le dirigeant le plus imprévisible et le plus inquiétant jamais parvenu à la tête d'une grande puissance mondiale depuis Adolf Hitler. Et si, par un singulier retournement historique, c'est aujourd'hui l'Allemagne d'Angela Merkel qui incarne le « centrisme » et la « modération » dans la politique mondiale, elle ne fait malheureusement pas le poids face au basculement de l'hyperpuissance américaine à droite toute, sans parler de la précarité de la situation en Allemagne même.

Face à cette réaction planétaire à rebours du processus civilisationnel de longue durée et des valeurs dont il a été porteur - cosmopolitisme, libéralisme politique, féminisme, antiracisme, égalité des genres - que pèse ce degré ultime de la barbarie terroriste déployée au nom d'une interprétation mortellement exclusive de l'islam qu'est l'« État islamique » ? Au regard de l'histoire, le rôle principal qu'il aura joué sera d'avoir été un formidable catalyseur des barbaries opposées, autrement plus puissantes. Lorsque sonnera l'heure du bilan, la barbarie de l'« État islamique » aura surtout servi de faire-valoir à la montée en puissance de l'ensemble des courants du continuum situé à la droite de l'échiquier politique mondial et dont la plupart se repaissent d'islamophobie.

Le gang meurtrier de l'« État islamique » est, avant tout, une réaction fantasmée de la part de quelques milliers d'individus au sentiment d'écrasement et d'oppression qui est celui de catégories diverses de musulmans : Irakiens sunnites exaspérés par le gouvernement confessionnel chiite inféodé à l'Iran que leur a légué l'occupation américaine de leur pays ; Syriens sunnites accablés par l'extrême barbarie du régime du clan Assad, soutenu par Téhéran et Moscou ; jeunes Tunisiens et autres déçus de l'avortement du soulèvement arabe, qui trouvent dans la barbarie de l'« État islamique » un exutoire à leur frustration et un moyen de s'évader d'un quotidien fait de chômage et de misère ; jeunes Français ou Britanniques ou autres Européens, « issus de l'immigration musulmane » et enrégés par l'expérience d'une précarité sociale envenimée par un racisme antimusulman qui plonge ses racines dans le legs colonial ; jeunes immigrants originaires de pays majoritairement musulmans et confrontés au même racisme, d'autant plus virulent que sa cible est moins « assimilée ». Tous en veulent aux États-Unis, ainsi qu'à la France et à la Grande-Bretagne et autres pays occidentaux impliqués dans les guerres menées en terre d'Islam, tant au Moyen-Orient qu'en Afrique de part et d'autre du Sahara.

Face à cette colossale adversité, une frange franchit le pas, attirée par la perspective séduisante d'échanger le statut de paria soumis aux brimades des représentants de l'autorité et frustré de ne pouvoir se procurer à volonté les signes extérieurs d'appartenance à la société de surconsommation (autrement que par le vol et les risques afférents), contre celui de participant à une autorité d'autant plus enivrante qu'elle est débridée. (L'autre option qui s'offre à eux pour accéder à une parcelle de pouvoir est l'engagement dans la police, dont l'action est restreinte et encadrée dans la plupart des États.) L'illusion ainsi acquise d'un micropouvoir sans limites fascine même des non-musulmans qui se convertissent à l'islam. L'attrait de cette évasion dans l'intégrisme islamique est considérablement renforcé pour les jeunes mâles par la légitimation idéologique qu'elle octroie pour une domination sexuelle sans entraves, voire la perspective de l'asservissement sexuel que fait habilement miroiter l'« État islamique ».

Pour d'autres, en quête d'aventures plus excitantes et plus extrêmes encore, c'est la perspective de « s'éclater » - en combinant les deux sens de ce terme en français - qui l'emporte. Option fatale impliquant l'auto-annihilation et donc une détermination à toute épreuve, elle attire un nombre forcément beaucoup plus restreint, mais néanmoins suffisant à perpétrer des massacres spectaculaires. C'est le cas des exécutants des opérations de l'« État islamique » en terre d'Occident, dont la psychologie correspond à celle qui est décrite dans cet ouvrage². La « joie extatique » de leur échappée meurtrière est une satisfaction immédiate qui s'ajoute à la perspective d'un séjour illimité au paradis céleste selon un pari pascalien commun à ceux qui empruntent cette voie sans retour qu'est l'adhésion à l'un des avatars du terrorisme islamique. Leur pari est toutefois bien plus risqué que celui de Blaise Pascal : pour qu'ils emportent la mise, il faudrait non seulement que Dieu existe, mais aussi qu'il approuve l'interprétation très particulière et très minoritaire de la religion islamique qui est celle de leur organisation. Autrement, il serait certainement plus dans leur intérêt qu'il n'y ait ni au-delà, ni jugement dernier.

Croire que la perspective de l'accès au paradis constitue la motivation première du passage à l'acte suicidaire des recrues du terrorisme intégriste, plutôt qu'un pari subsidiaire, c'est les confondre avec des mystiques ou des « fous de Dieu » - ce qu'ils ne sont pas dans leur très grande majorité. C'est aussi attribuer à la rationalité religieuse de leur engagement bien plus d'importance qu'elle n'en a en réalité. Il en va de même de toutes les doctrines irrationnelles au regard de l'idéologie humaniste portée par la longue durée de l'histoire : l'attrait raisonné des grotesques élucubrations idéologiques anti-Lumières d'un Adolf Hitler aurait été bien limité sans le culte de la haine et la fascination de la violence qu'il a adroitement cultivés et mis en scène dans des circonstances historiques et sociales propices à l'éréthisme politique. Cela, l'« État islamique » l'a parfaitement compris : comme l'ont souligné à l'unisson les observateurs, il a porté la propagande terroriste totalitaire à un haut degré de sophistication dans la mise en scène macabre, ainsi que la production des images et leur diffusion. Ce sont le culte de la haine et la fascination de la violence qui constituent les principales clés du recrutement du terrorisme islamique, tant en terre d'Islam qu'en Occident.

Or, haine et violence ne se développent pas dans le vide comme par génération spontanée : il leur faut toujours des circonstances aggravantes. Lorsqu'ils se trouvent au principe d'une « stratégie du faible au fort », de l'opprimé à l'opresseur (ou plus exactement de membre de la catégorie opprimée à membre de la catégorie des oppresseurs), leur intensité est proportionnelle à celle du sentiment de vexation et d'injustice qui les sous-tend. La barbarie d'Al-Qaida était directement issue, à l'origine, de la rencontre entre la barbarie à bien plus grande échelle de l'occupation soviétique de l'Afghanistan, la culture obscurantiste propagée par le royaume saoudien et la dictature militaire pakistanaise avec le soutien des États-Unis. Elle s'est nourrie par la suite de l'intense ressentiment provoqué par l'embargo criminel imposé à l'Irak après l'assaut dévastateur lancé par les États-Unis en 1991. Elle a été portée à un nouveau sommet par l'occupation américaine du même Irak à partir de 2003, puis au comble par la barbarie extrême du régime syrien appuyé par l'Iran et ses auxiliaires.

La barbarie directement inspirée par les rivaux totalitaires Al-Qaida-État islamique a sévi en France de façon particulièrement et spectaculairement meurtrière depuis janvier/2015. Le rapport de cette triste singularité avec la longue et très brutale histoire coloniale de la France en Afrique et les conséquences sociales, politiques et culturelles de décennies d'exploitation et de ségrégation en France de la main-d'oeuvre à bon marché en provenance du même continent, est aussi évident que le rapport des « émeutes des banlieues » de 2005 en France avec les mêmes faits. Dans un moment fugace de lucidité politique dont il s'est vite rétracté, c'est Manuel Valls lui-même, alors Premier ministre, qui a fait le lien, le 20/janvier 2015, entre les terribles attentats de Paris et la condition des populations issues de l'immigration africaine qu'il a justement décrite comme un « apartheid territorial, social, ethnique ».

Aggravé par les brimades des appareils répressifs, cet « apartheid » a constitué le terreau dans lequel les rivaux totalitaires sont parvenus à recruter des volontaires, sans grande difficulté à les convaincre que la France était en guerre contre l'« Islam », au vu des aventures militaires menées en Libye, au Mali, en Syrie et au Yémen par un François Hollande soucieux de compenser son image de personnage falot en abusant de la gâchette. Cette remarquable propension à faire le coup de feu était étroitement liée aux prouesses de marchand de canons du même Hollande, qui a présidé à une augmentation impressionnante des exportations françaises d'armement à la manière d'un armurier disposé à fermer les yeux sur les casiers judiciaires de ses clients, parmi lesquels les monarchies pétrolières du Golfe et l'Égypte du général Sissi viennent en tête.

Et tout ce que l'équipe « socialiste » Hollande-Valls-Cazeneuve a trouvé à faire pour parer aux conséquences de sa gestion catastrophique de la France sur tous les plans - économique, social, éducatif, sécuritaire et militaire -, c'est de préparer le terrain pour le glissement de la France à droite toute, annoncé par les sondeurs. Ils croyaient peut-être l'exorciser en le préemptant. N'est-ce pas ainsi qu'avaient agi leurs camarades du Parti social-démocrate d'Allemagne dans l'Allemagne weimarienne ? C'est ce que rappelait Giorgio Agamben à la fin de l'année 2015 :

L'état d'urgence est justement le dispositif par lequel les pouvoirs totalitaires se sont installés en Europe. Ainsi, dans les années qui ont précédé la prise du pouvoir par Hitler, les gouvernements sociaux-démocrates de Weimar avaient eu si souvent recours à l'état d'urgence (état d'exception, comme on le nomme en allemand), qu'on a pu dire que l'Allemagne avait déjà cessé, avant 1933, d'être une démocratie parlementaire.

Or le premier acte d'Hitler, après sa nomination, a été de proclamer un état d'urgence, qui n'a jamais été révoqué. Lorsqu'on s'étonne des crimes qui ont pu être commis impunément en Allemagne par les nazis, on oublie que ces actes étaient parfaitement légaux, car le pays était soumis à l'état d'exception et que les libertés individuelles étaient suspendues.

On ne voit pas pourquoi un pareil scénario ne pourrait pas se répéter en France : on imagine sans difficulté un gouvernement d'extrême droite se servir à ses fins d'un état d'urgence auquel les gouvernements socialistes ont désormais habitué les citoyens. Dans un pays qui vit dans un état d'urgence prolongé, et dans lequel les opérations de police se substituent progressivement au pouvoir judiciaire, il faut s'attendre à une dégradation rapide et

irréversible des institutions publiques³.

Il est encore trop tôt pour prendre toute la mesure du glissement de terrain mondial que représente l'élection d'un Donald Trump à la présidence des États-Unis. Notons toutefois qu'au moment d'écrire cette préface, plus d'un mois avant son investiture, Trump a déjà largement détrompé ceux qui ont tenté de se consoler en se persuadant qu'il allait agir en « présidentiable » une fois élu - alors même que c'est en agissant de manière radicalement contraire qu'il était parvenu à se faire élire (par une minorité de l'électorat américain, il est vrai). On n'a pas manqué de souligner qu'en 1933, beaucoup ont voulu croire pareillement que le délire verbal d'un Hitler allait céder la place à une attitude plus raisonnable sous l'effet magique de l'endossement de l'habit de chancelier de la république de Weimar.

L'Axe Allemagne-Italie-Japon des années 1930 était contrebalancé par les États qui allaient constituer les Nations unies en 1942 : les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Union soviétique. Certes, le cours de l'histoire reste loin d'être aussi tragique, mais les perspectives sont fort préoccupantes car, cette fois-ci, l'axe réactionnaire en gestation comprend les États-Unis et la Russie, les deux principales puissances militaires mondiales tandis qu'un fort vent de droite souffle sur les États européens et le Japon. Il n'y a heureusement pas de troisième guerre mondiale qui se profile à l'horizon, mais c'est parce que la configuration de l'affrontement planétaire qui s'annonce est différente. Elle est révélée par les diatribes de Trump contre les Mexicains, les Chinois et les musulmans. Le nouvel axe réactionnaire mondial semble destiné à s'impliquer non dans un affrontement Nord-Nord entre grandes puissances ennemies, ni même dans un « choc des civilisations » dont la religion serait la ligne de faille principale, mais dans un affrontement Nord-Sud et riches-pauvres. Il en résultera nécessairement une nouvelle aggravation du choc des barbaries sur le mode qui nous est devenu familier depuis le tournant du siècle.

Sur cet horizon fort sombre, une lueur d'espoir se profile néanmoins. À bien y réfléchir, l'élément le plus surprenant dans les présidentielles américaines de 2016 n'était pas la résistible ascension de Donald Trump : celle-ci s'inscrivait en droite ligne d'un glissement républicain vers la droite ultraréactionnaire qui a commencé avec Ronald Reagan et sa « révolution conservatrice » (expression dont l'origine remonte au courant politique qui a prélué au nazisme dans l'Allemagne weimarienne), s'est amplifié avec la présidence de George W. Bush, a débordé les limites du Parti républicain avec le Tea Party et a atteint son paroxysme dans l'opposition hargneuse et chargée de racisme à Barack Obama.

Rien par contre ne permettait d'envisager qu'un homme qui se déclare ouvertement « socialiste » - une appellation dont la connotation aux États-Unis est comparable à celle de « communiste », voire de « trotskiste », en France - parvienne à enthousiasmer et mobiliser des millions d'Américains et d'Américaines, jeunes en grande majorité, et manque de peu ce qui jusqu'alors était considéré comme relevant de l'impossible : emporter les primaires démocrates contre l'establishment du parti. Ajoutons que les sondages donnaient cet homme, Bernie Sanders, largement gagnant dans l'hypothèse d'un duel avec Trump, contrairement à sa rivale démocrate, Hillary Clinton, dont les chances étaient estimées être nettement moins favorables face au démagogue milliardaire.

C'est que la radicalisation provoquée par les ravages du néolibéralisme ne se produit pas exclusivement à droite, mais bien sous la forme d'une polarisation entre droite et gauche comme dans l'entre-deux-guerres du siècle passé, bien que sous une forme très différente. En témoignent à gauche nombre d'événements de ces dernières années, outre le phénomène inouï de la campagne Sanders : le soulèvement arabe de 2011 qui, malgré le formidable revers qu'il a subi depuis 2013, n'en a pas moins révélé un énorme potentiel progressiste, notamment dans la jeunesse, un potentiel qui continue à se manifester par intermittence comme lors du mouvement social qu'a connu le Maroc à l'automne 2016⁴ ; la poussée des mouvements de gauche en Europe du Sud ; l'arrivée à la tête du Parti travailliste britannique d'un membre de la gauche radicale en la personne de Jeremy Corbyn, porté par un gonflement des

rangs du parti de 200 000 jusqu'à un demi-million de membres, un développement aussi inattendu que ce qui est arrivé aux États-Unis. Même en France où les conditions politiques paraissent désastreuses avec la perspective d'un second tour de l'élection présidentielle réduit à une bataille entre droite dure et extrême droite, l'année 2016 a vu une remarquable mobilisation sociale et politique contre la loi Travail élaborée par le gouvernement de Manuel Valls qui, en aspirant à être le Tony Blair français, n'a réussi qu'à faire le lit de François Fillon, émule de Margaret Thatcher.

Un des thèmes soulignés dans la première édition de cet ouvrage était que « le mouvement progressiste de lutte contre la mondialisation néolibérale - né dans les dernières années du 20e siècle et que caractérise, en cette orée du 21e siècle, sa croissance rapide au sein de la nouvelle génération » est le seul antidote aux phénomènes réactionnaires alimentés par la crise mondiale et à la recrudescence du choc des barbaries qu'ils promettent. Quinze ans après, il est encore plus clair, en effet, que l'accumulation des catastrophes ne pourra être interrompue que par un changement des rapports de forces sociopolitiques débouchant sur un nouveau changement de paradigme socio-économique à l'échelle mondiale, mettant fin aux ravages du néolibéralisme.

11 /décembre 2016

Gilbert Achcar : Le choc des barbaries